

Recherches sociographiques



Paul LAROCQUE et Jean LARRIVÉE (dirs), *Enjeux forestiers*

Louis Guay

Volume 33, Number 3, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056723ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056723ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Guay, L. (1992). Review of [Paul LAROCQUE et Jean LARRIVÉE (dirs), *Enjeux forestiers*]. *Recherches sociographiques*, 33(3), 492–494.
<https://doi.org/10.7202/056723ar>

L'ouvrage aurait gagné à ne contenir que 250 pages plutôt que 525. Des mises en contextes n'en finissent plus et font constamment dévier l'étude de l'objet central: Élisabeth Turgeon et sa communauté. L'histoire sociale de Beaumont, voire de la province de Québec, y passe: les marguilliers, les écoles, les paroisses, les mœurs villageoises, le régime seigneurial, etc. Chaque personnage nommé reçoit l'honneur de son arbre généalogique et de son «vécu». L'auteure parle-t-elle de la mort du père d'Élisabeth Turgeon, c'est en entier que son contrat de mariage et son testament nous sont livrés, avec explication de textes; puis l'historique des orgues de Beaumont accompagne les longues descriptions de l'enterrement et la présentation de la parenté. Le récit de l'épidémie de choléra, le projet de la fondation de l'Université Laval... C'est là le défaut majeur: on n'a pas procédé à une sélection pertinente des documents. À vouloir tout dire, on ne voit plus ce que l'auteure veut communiquer.

Domage que la recherche de Giselle Huot, si parfaite dans la préparation de l'étude, s'affaiblisse dans l'exposition en raison d'une foule de détails superflus. L'essentiel et le contingent se perdent l'un dans l'autre.

L'ouvrage n'est pas pour autant dépourvu d'intérêt; ceux qui veulent s'informer sur la vie quotidienne de l'époque (1840-1880), ceux qui aiment la petite histoire et ceux qui apprécient les «suspenses» se réjouiront de ce récit écrit dans une langue correcte, le plus souvent élégante où perce la grande culture de l'auteure.

Micheline DALLAIRE

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

Paul LAROCQUE et Jean LARRIVÉE (dirs), *Enjeux forestiers*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, 1991, 216 p.

La question forestière est à l'ordre du jour. Depuis la fin des années 1970, tout le secteur forestier du Québec s'est mis à se transformer. Les principales industries se sont modernisées et rationalisées; les pouvoirs publics et les acteurs privés ont pris conscience que les ressources forestières n'étaient plus abondantes, que l'on récoltait trop, sans pratiquer de saines méthodes d'aménagement et de renouvellement des forêts; une loi (la loi 150) a profondément modifié le régime forestier, abolissant la vieille pratique des «concessions» forestières et s'ouvrant à des moyens mieux adaptés d'utiliser, gérer et maintenir les ressources de la forêt; on s'est mis à revendiquer une utilisation polyvalente de la forêt, ainsi que le contrôle, voire l'interdiction, de certaines pratiques (pulvérisations aériennes de produits chimiques contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette notamment). La forêt est devenue un enjeu social, mettant en présence et aux prises divers acteurs. La liaison privilégiée qui s'était établie entre le gouvernement et les grandes sociétés d'exploitation

forestière a éclaté. Débats animés, visions opposées, blâmes, sont autant d'efforts pour redonner vigueur au secteur.

Ce sont à la fois ces tentatives récentes de même que les pratiques passées qui font l'objet de l'ouvrage de Larocque et Larrivée. Il ne faut pas s'étonner qu'il émane de l'Université du Québec à Rimouski, la forêt étant, dans la région, une des principales ressources. Son état a souvent été jugé lamentable. En outre, la participation et le débat publics possèdent déjà une longue histoire : du B.A.E.Q. aux Opérations Dignités, en passant par les récentes audiences publiques sur la forêt. Toutefois, les auteurs prennent soin de ne pas se limiter à leur propre région.

Les textes réunis ne rendent peut-être pas entièrement justice à toutes les facettes du rapport qui s'est établi entre les populations locales et la forêt, mais ils en décrivent quelques enjeux. Certains sont des plaidoyers pour une nouvelle foresterie, plus soucieuse de respecter le milieu naturel et en harmonie avec les collectivités locales ; d'autres présentent une analyse détaillée des politiques ou des mesures de gestion de la forêt. Ces analyses sont critiques, comme l'est d'ailleurs l'ensemble de l'ouvrage. La lecture terminée, on reste avec l'impression que la route est encore longue avant que la forêt soit bien protégée au Québec et qu'elle puisse donner lieu à de nouveaux rapports entre l'économie, les besoins humains, et la conservation des ressources.

Quelques textes méritent une lecture plus attentive. Cécile BOUCHER brosse un excellent portrait de la nouvelle politique forestière, en la comparant notamment aux précédentes lois et politiques. Si elle constate une amélioration du régime, elle est loin de croire que tout soit réglé. Les pratiques forestières passées pèsent lourd dans la balance ; la capacité d'éviter une crise (rupture de stock) n'est pas du tout assurée par la nouvelle loi.

Raymond BEAUDRY fait porter son regard critique sur les débats entourant les arrosages aériens de produits pour contrer l'épidémie de la tordeuse. Dans un langage souvent imagé, il dévoile les stratégies des divers acteurs qui se sont affrontés au cours de ce débat et montre que l'opposition aux arrosages ne peut se comprendre qu'à l'intérieur d'une analyse sociologique des mouvements sociaux régionaux. Dans ces débats, s'affirme une « lutte contre la domination sociale », contre l'État, contre le Capital. Pointe à l'horizon un projet de société axé sur l'autodéveloppement, à l'intérieur duquel de nouveaux rapports avec la nature pourront se tisser.

Cette idée d'auto ou d'écodéveloppement est reprise par l'équipe de recherche que dirige Jean DÉSY de l'Université du Québec à Chicoutimi. Prenant comme territoire pilote la Sagamie, les chercheurs se proposent non seulement de dresser le bilan du « capitalisme sauvage » qui s'est chargé de la gestion forestière dans le passé, mais d'« instaurer une gestion démocratique et polyvalente des forêts, tout en renouant avec les schémas fondamentaux de génération de la vie par la nature » (p. 197). Le projet est à l'enseigne de l'écologie politique, misant sur le développement local, les ressources locales, et, à la fois pour des raisons utilitaires et symboliques, sur une harmonie profonde entre les humains et la nature. Le titre même du projet, *Forespoir*, est révélateur.

Cet ouvrage ouvre des perspectives nouvelles à la question forestière. La forêt y apparaît davantage comme un milieu de vie, un « partenaire », que comme un objet à conquérir, source de richesses et de profit. Cependant, on devrait tenir compte de l'importance économique de la forêt, non pas seulement à l'échelle locale, mais à l'échelle nationale. La gestion et la protection des ressources au Canada n'ont pas toujours été des modèles. Aux solutions de

rechange proposées, il ne faudrait pas oublier d'ajouter la voie institutionnelle et technologique, adoptée par la nouvelle loi forestière, dont on peut aussi espérer des résultats.

Louis GUAY

*Département de sociologie,
Université Laval.*

R. Claude BOUCHER, *Conventions collectives et changements environnementaux*, Montréal, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 1991, 117 p.

Dans son étude, R. Claude Boucher, professeur au département des sciences administratives de l'Université du Québec à Hull, tente de vérifier s'il existe une relation entre les changements observés dans les conventions collectives de travail et dans l'environnement.

Après avoir fait état des différents types de recherches déjà effectuées dans le domaine et souligné les problèmes que peut poser l'étude de l'évolution des conditions de travail négociées, l'auteur présente un modèle d'analyse des conventions collectives et de l'environnement qui permettrait de décrire la relation entre ces deux variables. Essentiellement, le modèle retient, d'une part, l'article de convention collective comme unité et l'analyse terminologique comme méthode d'étude du contenu de celles-ci et, d'autre part, les environnements économique, social et politique comme étant les plus susceptibles d'influencer l'évolution du contenu des conventions.

Puis abordant le choix à faire quant à la méthode de mise en relation entre les deux variables, l'auteur qui désire analyser les changements intervenus dans un ensemble de conventions collectives, retient la méthode d'analyse graphique de Kratochwill et Levin, méthode qui, selon lui, convient bien à une recherche de type longitudinal de cette nature.

Dans la dernière partie de son ouvrage, Boucher applique son modèle à un ensemble particulier de conventions collectives, soit celles qui régissent les conditions de travail des professeurs de langues à l'emploi de la Fonction publique fédérale. Il s'agit de huit conventions signées entre 1969 et 1980.

Confrontant ensuite les changements observés dans les conventions collectives choisies et ceux observés dans des environnements économique et politico-social, l'auteur en arrive à la conclusion d'un lien évident. Ainsi, il constate que de façon générale, il existe une relation entre les changements à incidence pécuniaire dans les conventions collectives, les cycles de croissance de l'économie et les changements des priorités du gouvernement fédéral en matière de langue. En fait, le nombre de changements est à la hausse en période de croissance économique et en période de croissance des priorités, et à la baisse en période de décroissance.

Dans l'ensemble, l'ouvrage du professeur Boucher est bien structuré et bien documenté. Il est particulièrement intéressant en raison du fait qu'il présente un modèle général pour